



RAPPORT ANNUEL

PROGRAMME D'APPUI A LA REALISATION D'ETUDES ET DE CONSULTATIONS (PAREC)

2007

Table des matières

1	Fiche projet (1 page)	4
2	situation ACTUELLE EN BREF (Max. 1 page)	5
3	Bilan de la planification des activités	5
	3.1 <i>Aperçu des activités</i>	5
	3.2 <i>Analyse de la planification des activités (1 page)</i>	7
4	Bilan des finances	7
	4.1 <i>Aperçu des dépenses par rapport au planning financier</i>	7
	4.2 <i>Analyse du planning financier (1 page)</i>	9
5	Suivi des indicateurs (max. 3 pages)	1211
	5.1 <i>Objectif spécifique</i>	1211
	5.2 <i>Résultats</i>	1211
	5.3 <i>Évolution des indicateurs (graphique)</i>	1211
6	Appréciation des critères de suivi (max. 3 pages)	1211
	6.1 <i>Efficiéce</i>	1211
	6.2 <i>Efficacité</i>	1211
	6.3 <i>Durabilité</i>	12
7	Mesures et recommandations (Max. 2 pages)	1312
	7.1 <i>Synthèse des critères d'appréciation</i>	1312
	7.2 <i>Recommandations</i>	1312
8	NouveAU planNING (année n+1) (Max. 4 pages)	1312
	8.1 <i>Planning des activités de l'année N+1</i>	1312
	8.2 <i>Planning financier de l'année N+1</i>	1312
9	Conclusions	1514
	9.1 <i>Activités et Finances</i>	1514
	9.2 <i>Critères de suivi</i>	1514
	9.2.1 <i>Efficiéce</i>	1514
	9.2.2 <i>Efficacité</i>	1514
	9.2.3 <i>Durabilité</i>	1514
	9.3 <i>Avis de la SMCL sur les recommandations</i>	1514
	9.3.1 <i>Recommandations relatives au planning des activités</i>	1514
	9.3.2 <i>Recommandations relatives au planning financier</i>	1514
	9.3.3 <i>Recommandations relatives au Cadre logique</i>	1514
	9.3.4 <i>Autres recommandations</i>	1514

10	Annexes	<u>1615</u>
	<i>10.1 Tracking Gantt view / Activités</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.2 Rapport de base / Activités (AdeptTracker).....</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.3 Mesure des indicateurs</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.4 Check-list Efficience</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.5 Check-list Efficacité.....</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.6 Check-list Durabilité.....</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.7 Encodage dans PIT.....</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.8 Cadre logique année.....</i>	<i><u>1615</u></i>
	<i>10.9 Aperçu des marchés publics.....</i>	<i><u>1615</u></i>

1 FICHE PROJET (1 PAGE)

Projet d'Appui à la Décentralisation de la gestion de l'Hydraulique dans la Région de Gao

Code Navision (Numéro d'intervention)	MLI0401411	Objectif général Appui à la réalisation d'études et de consultations pour l'administration malienne et les opérateurs privés. Objectif spécifique : non spécifié dans la convention Spécifique Résultats : non spécifié dans la convention Spécifique
Date de signature de la convention spécifique	30/06/2004/	
Budget (EUR)	742 102 ,77 EUR	
Date de démarrage		
Date de signature de la CMO	25/11/2004	
Date de fin	01/07/2010	
Secteur (CAD)		
Régie (1) / cogestion (2) /mixed (3)	1	
Ministère du tutelle	MAECI	
Contrepartie exécutante	CTB	
Managers en charge du projet		
Bénéficiaires	Etat et secteur privé	
Bourses (h/m)	0	
Assistance Technique (h/m)	0	
Localisation géographique du projet		
Composition du SMCL - Représentant de la DCI/MAECI - <i>Attaché de la Coopération Internationale</i> - Représentant Résident de la CTB		

2 SITUATION ACTUELLE EN BREF (MAX. 1 PAGE)

En 2007, les fonds PAREC ont été sollicités par plusieurs secteurs. Il s'agit de l'éducation, de la décentralisation, de l'agriculture, et surtout pour ces dernières années du renforcement du secteur privé industriel qui à lui seul cumule 170 000 EUROS en 2007.

Les appuis sollicités ont servi à l'organisation de rencontres, à l'édition de documents, à des analyses opérationnelles dans le domaine du développement rural ainsi qu'à des diagnostics organisationnelles de Direction centrale d'entreprises privées.

En termes d'acteurs, les trois piliers principaux du développement au Mali s'y retrouvent : Etat, secteur privé et Société civile. Depuis l'ouverture du fonds au secteur privé, il convient de noter que de nouvelles requêtes sont dans le pipeline.

Réservé en priorité en appui aux secteurs d'intervention de la coopération belge, le succès de certaines activités financées suscite un regain d'intérêt même auprès des autres ministères et directions centrales. Avec un risque de sur-sollicitation de ce fonds pour les années à venir.

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

3.1 Aperçu des activités

Bilan diagnostic : Cinq entreprises industrielles qui ont versé leur contribution ont bénéficié d'une étude diagnostique stratégique globale.

Il s'agit de :

- a. **COMATEX** : étude réalisée
- b. **SONATAM** étude réalisée
- c. **Koumalim** : étude réalisée
- d. **Grands Moulins du Mali** : étude réalisée
- e. **OMNIUM** : étude réalisée
- f. **Appui au secteur de l'agriculture** : La Cellule de Planification et de statistique du ministère de l'agriculture a bénéficié de l'appui du PAREC grâce à la présence d'un AT international qui a mis en œuvre un système d'évaluation externe des projets et programmes de ce département intitulé le Monitoring Externe National Orienté vers les Résultats (MENOR). Ce programme couvre l'ensemble du pays. *
- g. **Secteur Santé** : a bénéficié d'un financement pour une étude concernant la prise en charge des cas de traumatologie en collaboration avec les tradi-praticiens. Cette étude est terminée. L'atelier de restitution aura lieu dans un mois.
- h. **Appui à l'université catholique de l'Afrique de l'Ouest** : il s'agit de l'appui à la mise en place de l'Unité universitaire de Bamako, rattachée à l'Université Catholique ouest-africaine. Le projet financé en 2006 a été prolongé sur 2007 du fait du retard pris par l'équipe scientifique dans l'obtention de l'arrêté de création de l'Etablissement. A ce jour, les activités prévues au contrat ont été réalisées. Il s'agit de :
 - ✓ la définition du cadre organique,

- ✓ l'obtention de l'arrêté de création,
- ✓ la mise en place d'une banque de données,
- ✓ l'inventaire des sites pour son implantation,
- ✓ l'établissement d'un plan prévisionnel d'investissement, d'un budget prévisionnel d'exploitation pour une année type
- ✓ ainsi que de la définition des critères de recrutement des étudiants.

La première promotion d'étudiants a démarré les cours en septembre 2007. Quinze (15) étudiants dont un homme suivent les cours dans le domaine des sciences sociales. Le projet a mobilisé une équipe de 5 personnes tout au long du processus

- i. **Forum national de la société sur la gouvernance sécurité** : Ce forum a été organisé en collaboration avec le Ministère de la sécurité et la CONASCIPAL. Tenu les 29 et 30 janvier 2007, le forum a connu la participation de plus de 200 participants dont des anciens premiers ministres, des administrateurs civils, des ONG, des chefs de villages et de fraction, des élus communaux, les forces militaires et de sécurité. Le forum a porté sur 4 thèmes majeurs

Thème 1 : Etat des lieux de la sécurité au mali et dans le monde.

Thème 2 : Conflits communautaires, violences urbaines

Thème 3 : La prolifération des armes légères et ses impacts sur la sécurité humaine et le développement

Thème 4 : Place, rôle et responsabilité de la société civile dans la gouvernance de la sécurité au mali.

Premier forum du genre sur la problématique de la gouvernance de la sécurité, il en est résulté des recommandations fortes notamment en lien avec les efforts développés dans le cadre du projet d'appui aux commissions locales de récupération des armes dans la région de Tombouctou, en faveur du renforcement de la sécurité au Mali. C'est entre autres,

- ✓ L'élaboration et la mise en œuvre d'une politique sécuritaire de proximité et d'un cadre de coopération inter-collectivités en vue de conforter la Gouvernance Démocratique de la Sécurité ;
- ✓ Une meilleure organisation de la Société Civile et le renforcement ses capacités à traiter des questions de paix, de sécurité et de développement en vue de conforter la gouvernance démocratique de la sécurité au Mali.
- ✓ La création d'un cadre formel de coopération et de synergie d'actions dans le domaine de la gouvernance de la sécurité et de la protection civile
- ✓ Le renforcement et l'élargissement de la collaboration entre les structures gouvernementales et les organisations non gouvernementales pour triompher du phénomène de prolifération des armes légères, du banditisme et de l'insécurité au triple niveau local, régional et national
- ✓ L'implication des organisations de la Société Civile à la mise au point de la carte des risques au Mali, en particulier par l'identification des risques majeurs au niveau des communes
- ✓ La conception et la mise en œuvre de vastes programmes et projets de culture de la paix et des droits humains pour agir sur les consciences et détourner définitivement les esprits de toute velléité de violence
- ✓ La revalorisation des mécanismes endogènes de prévention, de gestion et de règlement des conflits dont la philosophie repose sur la nécessité du passage d'un modèle de régulation conflictuelle vers un modèle de régulation consensuelle, le passage du contradictoire au coopératif, et qui porte en lui-même sa propre légitimité
- ✓ La publication et la traduction dans les langues nationales des actes du forum

A ce jour, une planification stratégique de cinq années a été élaborée et validée pour le partenaire (CONASCIPAL). Les actes du forum ont été édités et seront diffusés très prochainement

- j. **Analyse organisationnelle DCI de la DCI** : L'activité résulte d'une recommandation de la troisième commission mixte belgo malienne tenue en juin 2004. Il s'agissait de mettre en place un appui au point focal de la coopération belgo malienne à la Direction de la coopération internationale. L'étude, lancée à la demande de la partie malienne a été interrompue à la demande du Ministre des affaires étrangères.

3.2 Analyse de la planification des activités (1 page)

Il est impossible de procéder à une planification annuelle des activités qui sont approuvées à la carte et transmises à la CTB. Par contre une fois les requêtes transmises à la CTB, un planning d'exécution est préparé et mis en œuvre. Cette planification qui intervient en dehors de la planification annuelle pose quelques difficultés de gestion des plans opérationnels. Néanmoins, la flexibilité du programme offre l'occasion de pouvoir interagir lorsque de besoin en complément aux programmes prioritaires et surtout d'intervenir sur des axes pertinents sur lesquels des prévisions budgétaires n'existent pas dans les programmes/projets en cours.

4 BILAN DES FINANCES

4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier 2007

Ligne Budgétaire	Fin Mode	Planning 2007	Dépenses 2007	Planning VS Dépenses	% Exéc
A Consultant International		372 273,32	302 724,97	69 548,35	81%
01 Amélioration impact et efficacité Coopération belgo-malienne					
01 Allocated Funds	REGIE				
02 Validation du guide du désarmement					
01 Expert formateur en prévention conflit	REGIE				
02 Atelier national de validation du guide	REGIE				
03 Etat des lieux Ministère de l'Education Nationale					
01 Consultant international	REGIE				
04 Audit organisationnel Ministère de l'Education Nationale					
01 Consultant local	REGIE				
05 Formation en droits sociaux économiques destinée à 11 corporations					
01 Expert formateur	REGIE				
02 Atelier	REGIE				
06 Étude faisabilité Sacs en papier		11 000,00	9 937,37	1 062,63	90%
01 Consultant Local	REGIE	10 000,00	8585,69	1 414,31	
02 Expert international	REGIE	1 000,00	1351,68	-351,68	

07 Formation acteurs BRMN (Ministère Industrie & Commerce)		24 000,00	25686,16	-1 686,16	107%
01 Consultant	REGIE	24 000,00	25686,16	-1 686,16	
08 Étude de faisabilité unité de conditionnement produits pharmaceutiques		18 000,00	0	18 000,00	0%
01 Honoraires Consultant	REGIE	15 000,00	0	15 000,00	
02 Mission consultant	REGIE	3 000,00	0	3 000,00	
09 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de OMNIUM_sa		14 000,00	18 570,45	-4 570,45	133%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00	11493,87	-2 493,87	
02 Voyage & Déplacement	REGIE	4 500,00	6991,59	-2 491,59	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00	84,99	415,01	
10 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de SONATAM_sa		14 000,00	18 387,39	-4 387,39	131%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00	11364,17	-2 364,17	
02 Voyage & Déplacement	REGIE	4 500,00	6938,23	-2 438,23	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00	84,99	415,01	
11 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de FITINA_sa		14 000,00		14 000,00	0%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00		9 000,00	
02 Voyage et déplacement	REGIE	4 500,00		4 500,00	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00		500,00	
12 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de SEMM_sa		14 000,00		14 000,00	0%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00		9 000,00	
02 Voyage et déplacement	REGIE	4 500,00		4 500,00	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00		500,00	
13 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de KOUMALIM_sa		14 000,00	18 423,48	-4 423,48	132%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00	11364,17	-2 364,17	
02 Voyage et déplacement	REGIE	4 500,00	6938,23	-2 438,23	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00	121,08	378,92	
14 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de GMM_sa		14 000,00	20 441,02	-6 441,02	146%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00	12808,37	-3 808,37	
02 Voyage et déplacement	REGIE	4 500,00	7532,41	-3 032,41	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00	100,24	399,76	
15 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de GCM_sa		14 000,00		14 000,00	0%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00		9 000,00	
02 Voyage et déplacement	REGIE	4 500,00		4 500,00	
03 Frais de rapportage	REGIE	500,00		500,00	
16 Étude de faisabilité diagnostic stratégique de COMATEX_sa		14 000,00	17 821,15	-3 821,15	127%
01 Honoraires consultants	REGIE	9 000,00	10937,22	-1 937,22	
02 Voyage et déplacement	REGIE	4 500,00	6762,58	-2 262,58	

03 Frais de rapportage	REGIE	500,00	121,35	378,65	
17 Étude de faisabilité université catholique Bamako		10 000,00	10290,31	-290,31	103%
01 Honoraires consultants	REGIE	10 000,00	10290,31	-290,31	
18 Reformulation PROJET CONASCIPAL					
01 Honoraires consultants	REGIE		0		
19 Forum national de la société civile sur la gouvernance démocratique		58 000,00	61 514,66	-3 514,66	106%
01 Honoraires conférenciers & Encadrement scientifique	REGIE	15 000,00	19240,93	-4 240,93	
02 Fonctionnement (restaurat°, location salles, dépl, perdiems, médias...)	REGIE	43 000,00	42273,73	726,27	
20 Système MENOR CPS/MA		90 000,00	52 379,66	37 620,34	58%
01 Expertise internationale	REGIE	23 500,00	370,5	23 129,50	
02 Mission de terrain	REGIE	50 000,00	30413,23	19 586,77	
03 Atelier de validation	REGIE	6 500,00	3455,26	3 044,74	
04 Expertise nationale	REGIE	10 000,00	18140,67	-8 140,67	
21 Analyse organisationnel de la DCI		20 354,99	20 354,99		100%
01 Honoraires	REGIE	16304,42	16304,42		
02 Voyages -déplacement	REGIE	4050,57	4050,57		
03 Fonctionnement (atelier, frais de rapportage)	REGIE	0	0		
22 Etude qualité & labellisation des produits agricoles		9 221,61	9 221,61		100%
01 Honoraires consultants	REGIE	6414,64	6414,64		
02 Voyage et déplacement	REGIE	1871,31	1871,31		
03 Atelier de restitution & rapportage	REGIE	935,66	935,66		
04 Honoraires comité de rédaction	REGIE	0	0		
23 Recherche collaboration tradipraticiens et traumatologues		19 696,72	19 696,72		100%
01 Honoraires chercheurs	REGIE	15881,76	15881,76		
02 Déplacement, location véhicule	REGIE	1902,56	1902,56		
03 Atelier (formation + restitution)	REGIE	193,15	193,15		
04 Prestation coutumières et radiologie	REGIE	457,35	457,35		
05 Fournitures de bureau	REGIE	1261,9	1261,9		
Z UNALLOCATED FUNDS		50 726,68	1029,21	49 697,47	2%
01 Unallocated Funds		50 726,68	1029,21	49 697,47	2%
01 Balance for new studies	REGIE	50 726,68	1029,21	49 697,47	2%
TOTAL		423 000,00	303 754,18	119 245,82	72%

Voir commentaires en dessous

4.2 Analyse du planning financier (1 page)

Il ressort du tableau comparatif du planning financier par rapport aux dépenses un taux de réalisation de 72%. Ce taux est légèrement en dessous de la moyenne admise qui est de 80%. Ce score est dû essentiellement :

- A la non réalisation des études « diagnostic stratégique globale » des entreprises **GCM-SA**, **SEMM-SA** et **FITINA-SA** faute de paiement de leur cote part de 25% du coût des études.

- au retard accusé par la Cellule de Planification Sectorielle du Ministère de l'Agriculture pour réaliser les missions de suivi des projets (Système MENOR) durant le dernier trimestre de 2007.

4.3 Etat de réalisation budgétaire au 31/12/2007

DESIGNATION	BUDGET	DEPENSES AU 31/12/07	SOLDE	TAUX d'EXEC %	Observations
01. Amélioration impact et efficacité coopération belgo malienne	12 203,77	12 203,77	0,00	100%	Etude réalisée
02. Validation du Guide du Désarmement	32 298,15	32 298,15	0,00	100%	Etude réalisée
03. Etat des Lieux du Ministère de l'Education Nationale	60 979,61	60 979,61	0,00	100%	Etude réalisée
04. Audit Organisationnel du Ministère de l'Education Nationale	60 979,61	60 979,61	0,00	100%	Etude réalisée
05. Formation en Droits sociaux économiques	23 461,91	23 461,91	0,00	100%	Etude réalisée
06. Etude de faisabilité Sacs en Papier	15 985,00	9 336,68	6 648,32	58%	Etude réalisée
07. Formation acteurs BRMN (Ministère Industrie et commerce)	55 454,42	55 454,42	0,00	100%	Etude réalisée
06. Etude de faisabilité Unité de conditionnements produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	Etude annulée
07. Etude Diagnostic Stratégique Global OMNIUM-SA	16 875,00	18 488,98	-1 613,98	110%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros. Etude réalisée
08. Etude Diagnostic Stratégique Global SONATAM-SA	16 875,00	17 333,66	-458,66	103%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros. Etude réalisée
09. Etude Diagnostic Stratégique Global FITINA-SA	16 875,00	0,00	16 875,00	0%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros
10. Etude Diagnostic Stratégique Global SEMM-SA	16 875,00	0,00	16 875,00	0%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros
11. Etude Diagnostic Stratégique Global KOUMALIM-SA	16 875,00	18 903,93	-2 028,93	112%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros. Etude réalisée
12. Etude Diagnostic Stratégique Global GMM-SA	16 875,00	19 939,31	-3 064,31	118%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros. Etude réalisée
13. Etude Diagnostic Stratégique Global GCM-SA	16 875,00	0,00	16 875,00	0%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros
14. Etude Diagnostic Stratégique Global COMATEX-SA	16 875,00	18 847,50	-1 972,50	112%	Budget maximum autorisé svt requête : 22.500 Euros. Etude réalisée
15. Etude de faisabilité Université Catholique Bamako	35 673,07	35 673,07	0,00	100%	Etude réalisée
16. Forum national de la société civile sur la gouvernance	68 979,60	63 877,62	5 101,98	93%	En cours
17. Système Monitoring Externe National Orienté vers les Résultats	90 005,00	52 379,66	37 625,34	58%	En cours
18. Analyse Organisationnel de la DCI	38 112,00	20 354,99	17 757,01	53%	Suspendue
19. Qualité et Labellisation des produits agricoles	22 867,00	9 221,61	13 645,39	40%	En cours
20. Recherche Collaboration Tradipraticiens et Traumatologues	26 984,00	19 696,72	7 287,28	73%	En cours
Balance pour nouvelles études	63119,62	3 262,26	59 857,36	5%	En cours
TOTAL	742 102,76	552 693,46	189 409,30	74%	

5 SUIVI DES INDICATEURS (MAX. 3 PAGES)

5.1 Objectif spécifique

L'objet de la convention est de financer partout au Mali, pour l'administration publique et les opérateurs privés, des études, des séminaires, des missions de consultation de courte durée.

Au regard des activités financées, le projet reste conforme à son objectif de départ. L'élargissement des appuis au secteur privé et aux organisations de la société civile constitue un atout considérable dans la mesure où la plupart des projets soumis à des financements importants le sont en partenariat direct avec l'Etat. LE suivi des indicateurs s'avère cependant difficile au regard du caractère isolé des différentes interventions.

5.2 Résultats

Pris isolément les différentes activités financées au cours de l'année 2007 ont engendré des résultats intéressants. L'analyse organisationnelle des entreprises a abouti à la mise en route de processus de restructuration interne financés à la suite des études par les entreprises privées Elles-mêmes. L'ouverture de l'Unité Universitaire de Bamako/Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest constitue un résultat tangible de l'efficacité du financement. Au niveau du partenariat avec la CONASCIPAL, un plan stratégique a été élaboré pour l'organisation. Par ailleurs, il convient de noter la publication des actes du Forum de la Société civile sur la gouvernance de la sécurité et son lancement constituent

5.3 Évolution des indicateurs (graphique)

6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI (MAX. 3 PAGES)

6.1 Efficience

De façon globale, l'efficience des projets financés dans le cadre du PAREC peut s'évaluer en référence aux procédures de passation des marchés en vigueur à la CTB où la concurrence est de rigueur. Les offres retenues répondent aux critères de qualité et de coût.

6.2 Efficacité

Du fait de l'impossibilité de planifier à l'avance ces financements, l'efficacité reste relativement moyenne. Toutefois, ces financements ont l'avantage de venir en appoint à des projets déjà existant soit pour en diagnostiquer des aspects ou pour approfondir des axes de réflexion non considérés dans le cadre logique de ces projets. C'est par exemple le financement du guide du désarmement, l'organisation du forum de la Société civile et l'édition des actes qui seront utilisés par les organisations de la société civile et les acteurs au développement en vue d'assurer la formation des communautés.

6.3 Durabilité

La durabilité de l'intervention est fonction de l'activité. Dans le cas des séminaires, la durabilité reste difficile à évaluer.

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS (MAX. 2 PAGES)

7.1 Synthèse des critères d'appréciation

Sans objet

7.2 Recommandations :

- Réactualiser la Convention Spécifique
- Concernant les requêtes: fixer une date de recevabilité des requêtes et créer une commission restreinte de sélection des dossiers.
- Fixer une enveloppe par secteur en fonction de son impact sur le développement socio-économique sur le pays.
- moduler la contribution du bénéficiaire en fonction de son pouvoir économique :
- 25% pour les opérateurs économiques et entreprises industrielles et commerciales
- 5% pour les ONG et la société civile si elles bénéficient d'appui financier de la part de l'Etat ou des autres partenaires.

8 NOUVEAU PLANNING (ANNEE N+1) (MAX. 4 PAGES)

8.1 Planning des activités de l'année N+1

Il est difficile de faire une planification des activités au regard du caractère flexible du programme. Cependant, de nombreuses demandes seraient en cours de traitement au bureau de la Coopération au développement.

8.2 Planning financier de l'année N+1

Sans objet au regard de ce qui précède. Cependant, il faudrait s'attendre à ce que le solde budgétaire disponible au 31 décembre 2007 (189 409,30€) ne suffise pas à satisfaire les demandes qui sont dans le pipeline.

Financial Planning of MLI0401411

Fin Plan Version: **2008Q1**
 Budget Version: **E04**
 Donor: DGD
 Currency: EUR

Prepared on: 19/2/2008
 Prepared by: bakary diakite
 Approved on: 19/2/2008
 Approved by: moussa kante

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2008				Total	2009 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec
						Q1	Q2	Q3	Q4				
A CONSULTANT INTERNATIONAL			679,0	429,0	250,0	66,3	35,8	28,0	0,0	130,1	0,0	119,9	82%
01 Amélioration impact et efficacité			12,2	12,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
01 Allocated Funds		REGIE	12,2	12,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
02 Validation du guide du			32,3	32,3	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	100%
01 Expert formateur en prévention		REGIE	2,5	2,5	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	100%
02 Atelier national de validation du		REGIE	29,8	29,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
03 Etat des lieux Ministère de			61,0	61,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	100%
01 Consultant international		REGIE	61,0	61,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	100%
04 Audit organisationnel Ministère			61,0	61,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	100%
01 Consultant local		REGIE	61,0	61,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	100%
05 Formation en droits sociaux			23,5	23,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
01 Expert formateur		REGIE	6,7	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
02 Atelier		REGIE	16,8	16,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
06 Étude faisabilité Sacs en papier			16,0	9,3	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	58%
01 Consultant Local		REGIE	9,5	8,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	84%
02 Expert international		REGIE	6,5	1,4	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	21%
07 Formation acteurs BRMN			55,5	55,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
01 Consultant		REGIE	55,5	55,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100%
08 Étude de faisabilité unité de			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	??%
01 Honoraires Consultant		REGIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	??%
		REGIE	742,1	432,3	309,8	66,3	35,8	28,0	55,7	185,7	124,1	0,0	100%
		COGEST											
		TOTAL	742,1	432,3	309,8	66,3	35,8	28,0	55,7	185,7	124,1	0,0	100%



9 CONCLUSIONS

9.1 Activités et Finances

Les activités financées dans le cadre du PAREC couvrent un éventail ouvert de thématiques et d'acteurs. Certaines activités connaissent des succès intéressants et méritent d'être renforcées. Une évaluation des activités financées depuis le début du programme pourrait donner un éclairage sur une meilleure orientation.

9.2 Critères de suivi

9.2.1 Efficience

Non applicable, le projet ne dispose pas de critères d'efficience

9.2.2 Efficacité

Ouvrir davantage le projet aux acteurs non étatiques, en l'occurrence le secteur privé. Il serait important que le programme puisse appuyer des activités facilitant la génération de revenus

9.2.3 Durabilité

Non applicable, le projet ne dispose pas de critères de durabilité

9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

Les plannings d'activités sont fonction des projets sélectionnés

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

RAS

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

Non applicable, le projet ne dispose pas de cadre logique.

9.3.4 Autres recommandations

Rien à signaler

10 ANNEXES

- 10.1 Tracking Gantt view / Activités
- 10.2 Rapport de base / Activités (AdeptTracker)
- 10.3 Mesure des indicateurs
- 10.4 Check-list Efficience
- 10.5 Check-list Efficacité
- 10.6 Check-list Durabilité
- 10.7 Encodage dans PIT
- 10.8 Cadre logique
- 10.9 Aperçu des marchés publics